

Gaz de schiste : la mobilisation se poursuit

L'opposition à l'exploitation du gaz de schiste va se faire entendre ce week-end en France. Les annonces du gouvernement et les trois propositions de loi bannissant cette nouvelle forme d'extraction du gaz du sous-sol n'ont pas convaincu ses opposants de baisser la garde. (Dessin Tom Joseph)

La coordination nationale des collectifs opposés au gaz et à l'huile de schiste organise plusieurs rassemblements dans le Sud, l'Est et en région parisienne. Les zones choisies sont situées là où le gouvernement avait délivré des permis d'exploration.

La mobilisation demeure très forte dans le Sud-Ardèche avec, par exemple, une réunion publique ce vendredi soir à Ruoms, à laquelle je participe. Il y a aura également une manifestation samedi après midi à Donzère, la ville d'Eric Besson, le ministre de l'industrie.

D'autres manifestations sont prévues vendredi à Avignon (Vaucluse) et Brignoles (Var). Samedi à Marseille (Bouches-du-Rhône), Meaux (Seine-et-Marne), Rousson (Gard), Donzère (Drôme), Lyon (Rhône) et Lons-le-Saunier (Jura), et dimanche à Nant (Aveyron), Cahors (Lot) et Blyes (Ain).

Devant cette fronde, le Premier ministre François Fillon - au désormais célèbre lapsus sur le gaz de "shit" à l'Assemblée nationale (c'est bizarre, je ne voyais pas François Fillon fumer la moquette...) - a annoncé mercredi l'annulation des permis déjà accordés. Il a toutefois laissé la porte ouverte à une exploitation future des gisements... avec d'autres techniques, ce qui laisse du temps pour voir venir, vu qu'il n'existe non seulement aucune technique alternative, mais pas vraiment de recherches pour en trouver.

La France semble donc tout près d'interdire l'exploration et l'exploitation des gaz et des huiles de schiste. L'examen, selon la procédure d'urgence, d'une proposition de loi en ce sens est prévu le 10 mai, après une course à l'échalote entre élus pour savoir qui sera le premier à la proposer, entre le groupe PS, l'UMP et... Jean-Louis Borloo lui-même, oui, le signataire des permis à l'époque où il était encore ministre de Nicolas Sarkozy. Il est certain que changer d'avis n'est pas interdit, mais on aurait pu espérer un minimum de décence de sa part au lieu de cette brillante démonstration politicienne... ou une nouvelle preuve de ce qu'un ministre peut signer un tel document sans réfléchir.

Du coup, à quoi sert la mission déclenchée en février dernier par les ministres Nathalie Kosciusko-Morizet et Eric Besson : une mission d'inspection sur les gaz et pétroles de schiste. Décidée à la suite à la mobilisation des populations locales et à la montée d'une contestation, elle a été confiée au Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies, et au Conseil général de l'environnement et du développement durable. La lettre de mission détaille les questions posées et donne un calendrier : un rapport d'étape mi-avril et un rapport final fin mai 2011. Les inspecteurs sont avertis : il vaut mieux, désormais, qu'ils ne contredisent pas les dernières décisions du gouvernement, sinon, leur rapport va sentir... le gaz

